

Face à la crise, construire une alternative sociale et politique

Léonce Aguirre et Louis-Marie Barnier

Léonce Aguirre et Louis-Marie Barnier sont membres de la Direction nationale de la LCR.

La crise économique interpelle notre capacité à construire des outils pour organiser la riposte du monde du travail. Le choix fait par la Direction nationale de la LCR en juin 2007, choix confirmé par le congrès national de la LCR de janvier 2008, d'impulser la construction d'un parti anticapitaliste large s'est avéré probant. Peut-être est-il nécessaire de rappeler que ce choix ne constituait pas un pari mais reposait sur une analyse des grands traits de la situation économique, politique et sociale dans laquelle nous nous situons :

- la nouvelle forme de domination de la bourgeoisie se caractérise par la marchandisation de l'ensemble des activités humaines et par la mise en place d'un marché mondial amenant l'interdépendance des économies nationales. Cette réorganisation de la domination du capital, ne résout en rien ni les contradictions de l'économie capitaliste qui génèrent périodiquement des crises, ni la concurrence et les divergences d'intérêts des États nationaux ou de regroupement d'États nationaux. C'est dans cette situation que tous les gouvernements, qu'ils soient de gauche ou de droite, mettent en place des politiques de remises en cause de l'ensemble des acquis sociaux (services publics, sécurité sociale, retraites, développement massif de la précarité, etc.), des politiques de plus en plus sécuritaires et enfin des politiques guerrières qui visent à préserver les intérêts des grandes métropoles impérialistes.
- face à ces politiques, des résistances sociales se font jour : mouvements de grèves et de résistance contre le démantèlement des acquis sociaux, pour l'égalité des droits, contre la politique sécuritaire, contre la guerre, pour la défense des équilibres écologiques. Certes, souvent, ces ripostes sont encore dispersées mais ce qui se passe aujourd'hui en Grèce montre que des mobilisations sociales d'ampleur sont susceptibles de s'opposer aux politiques d'austérité bien plus que l'attente vaine de prochaines élections ;
- l'incapacité des directions traditionnelles du mouvement ouvrier, politique et syndical, d'apporter des réponses face à cette offensive généralisée de la bourgeoisie car elles situent leur orientation dans le cadre d'une acceptation du libéralisme et refusent toute mise en cause du fonctionnement du capitalisme, de la propriété privée. Elles ont abandonné toute perspective d'une société émancipatrice libérée de l'exploitation capitaliste et de toutes les formes d'oppression. Cela génère une crise au sein de ces organisations, des différenciations substantielles et laisse un vide politique considérable qui rend possible une véritable recomposition syndicale et politique dans les années à venir.

C'est fort de l'ensemble de ces éléments que nous nous sommes engagés sans attendre d'éventuels et hypothétiques partenaires dans la construction d'un nouveau parti anticapitaliste. Et nous avons eu raison de le faire malgré les dénégations de celles et ceux qui, à l'intérieur et à l'extérieur de la LCR, pronostiquaient qu'inévitablement ce nouveau parti ne pourrait être qu'une LCR élargie. Des centaines de comités pour un nouveau NPA se sont créés avec une surface sociale et géographique qualitativement différente de celle de la LCR, que s'y retrouvent des militants aux expériences politiques, syndicales, associatives fort diverses. On peut pronostiquer que les actuels militantes et militants de la Ligue seront minoritaires dans le nouveau parti. Enfin, il est incontestable que l'existence du NPA, liée à la popularité d'Olivier Besancenot, est d'ores et déjà une référence incontournable pour toutes celles et ceux qui recherchent sincèrement une alternative aux directions traditionnelles du mouvement ouvrier.

Mais si cette mise en orbite du NPA n'est pas le chemin de croix que certains pronostiquaient, il n'y a pas non plus de voie royale dans son auto-construction. Il serait vain de croire par

exemple qu'il pourrait à lui seul être le cadre susceptible d'apporter les réponses nécessaires à la crise profonde et durable que traverse le capitalisme mondialisé ou qu'il pourrait répondre seul à la crise et à la recomposition du mouvement ouvrier à l'œuvre aujourd'hui aussi bien en France qu'à l'échelle européenne. Il peut être un instrument, un outil, déterminant et irremplaçable pour peu qu'il mette en œuvre une orientation conséquente. Mais il ne peut prétendre être le seul instrument susceptible de résoudre les problèmes mentionnés ci-dessus.

Vers un front social et politique

La crise actuelle de l'économie capitaliste à l'échelle planétaire, crise globale, économique, politique, sociale, écologique, met définitivement fin aux discours sur la fin de l'histoire et sur la capacité du capitalisme à satisfaire les besoins sociaux du plus grand nombre. Elle donne aussi en conséquence une crédibilité nouvelle à notre discours anticapitaliste et à la perspective d'un socialisme du XXI^e siècle comme réponse à cette crise globale du capitalisme. Mais ce serait une grossière erreur de se cantonner dans des réponses généralistes du type : « face à la crise, une seule réponse, une solution, le socialisme ». Ce serait passer à côté de nos responsabilités et des attentes que mettent en nous de nombreux militantes et militants dans le NPA et en dehors. Comment organiser un rapport de force pour que ce ne soit pas les salariés, la jeunesse qui « paient la crise » ? Et cela dans une situation sociale difficile. Car si la crise donne un crédit nouveau à notre discours anticapitaliste, elle génère aussi des éléments négatifs, des divisions au sein des salariés entre public et privé, entre CDI et précaires, entre Français et Immigrés, entre hommes et femmes, entre salariés et sans-emploi, sans parler de la constitution de véritables ghettos au sein des quartiers populaires. L'urgence est donc la défense d'un programme de revendications d'urgence sociale, comme réponse immédiate et mobilisatrice face à la politique Sarkozy et à la crise. Ce programme doit viser à unifier le salariat, à surmonter l'éclatement des réactions, en construisant un Tous ensemble sur l'intérêt collectif et non seulement par solidarité. Dans ce sens, une plate-forme intersyndicale de mobilisation contre la politique d'austérité serait nécessaire et ne devrait pas être un catalogue de revendications mais au contraire être articulée autour de quelques questions centrales (emploi, salaires, sécurité sociale, retraites, discriminations) qui permettent de mobiliser l'entièreté du salariat. Ce programme ne pourra être le produit de la seule élaboration du NPA. Il se nourrira constamment et dialectiquement des résistances multiples, des revendications portées par les mobilisations, les grèves, de l'élaboration au sein des syndicats, du mouvement associatif, des partis et courants politiques qui s'opposent effectivement au libéralisme. Et c'est dans ce cadre que le NPA, ses militants dans les organisations syndicales associatives dans lesquelles ils interviennent, doivent être tournés vers l'extérieur, favoriser et être partie prenante de campagnes unitaires, associant un maximum de personnes, militants, courants y compris politiques. L'intervention politique ne se résume pas à l'intervention du NPA comme parti politique. Un discours général, aussi convainquant soit-il, de dénonciation du capitalisme ne suffit pas. La véritable démonstration de la crédibilité de notre projet, nous la ferons sur le terrain, par notre efficacité face à Sarkozy et à la crise économique.

S'ouvrir aux phénomènes de recomposition

Mais le rôle du NPA ne peut se résumer à cette seule nécessité. Son rôle, essentiel, est de participer pleinement à la construction d'une alternative politique anticapitaliste à la social-démocratie et aux diverses formes d'Union de la gauche. Et là aussi, le NPA ne peut prétendre faire cavalier seul. Si le processus de construction est un incontestable succès et un élément

qui participe à la modification des rapports de force, le NPA ne capte et ne polarise pas à lui seul l'ensemble des phénomènes de rupture avec le social-libéralisme.

Il y a plusieurs raisons à cela d'ailleurs. La sympathie que le NPA peut recueillir, ne mène pas forcément à l'adhésion au NPA avec l'engagement militant qui en découle. Ensuite, certains et certaines attendent des garanties que le NPA ne soit pas qu'une LCR relookée. Que le NPA devienne un instrument différent et supérieur à ce qu'était la LCR sera un élément décisif dans les mois qui suivront sa constitution. Ces craintes sont par ailleurs renforcées par le fait que la LCR est la seule composante politique conséquente à l'échelle nationale à être partie prenante du processus. Et que les seules autres forces politiques investies sont de petites organisations issues de l'extrême-gauche révolutionnaire, dont certaines n'ont rompu ni avec des orientations avant-gardistes, ni avec certaines formes de sectarisme, n'arrange pas les choses. Enfin, les phénomènes de recomposition à l'œuvre ne se résument pas au NPA comme cela pouvait sembler être le cas au moment du lancement du processus. Nous regrettons d'ailleurs cet état de fait : pour nous, la participation de courants politiques comme les Alternatifs ou de courants issus et en rupture avec le Parti socialiste, le Parti communiste et les Verts était un enjeu important même si la construction du NPA ne pouvait être tributaire de leur décision. Or, à la gauche de la gauche, il s'est passé, se passe et se passera un certain nombre de choses qui changent pour partie la donne de la recomposition politique.

Ainsi, contrairement à toutes les prévisions, Mélançon et PRS ont quitté le PS pour constituer le Parti de gauche. Nous devons apprécier positivement ce départ : Mélançon confirme ce que nous disons depuis des années, à savoir que le Parti socialiste est définitivement irredressable et qu'il est vain de croire qu'il pourra mener une politique favorable aux salariés et au plus grand nombre, même sous le coup des mobilisations ou de ses débats internes. De plus, sur une série de questions économiques et sociales, il s'agit incontestablement d'une rupture à gauche, ce qui ne veut pas dire que le Parti de gauche a rejoint le camp des anticapitalistes conséquents, loin s'en faut. Ceci dit, porter aux nues le Parti de gauche de manière a-critique serait tout aussi malvenu. Il s'agit au contraire d'engager le débat sur toute une série de problèmes tels que sa conception de la République et de la défense de la République, de l'égalité entre Français et Immigrés, les alliances de gouvernement ou de gestion des institutions avec le Parti socialiste, sa croyance qu'on peut faire la révolution par les urnes et conséquemment l'importance primordiale qu'il accorde à la place dans les institutions au regard des mobilisations sociales et de l'auto-organisation des exploités et opprimés¹. Il faut aussi d'aborder avec une certaine prudence, dans un sens comme dans l'autre, la dynamique possible du Parti de la gauche. Mais prudence ne saurait être synonyme d'ignorance ou de mépris : on retrouve aux réunions et aux meetings du Parti de gauche des militantes et militants qui sont aussi intéressés par le NPA et qui ne se considèrent pas comme des partisans d'une future alliance gouvernementale avec le Parti socialiste.

Par ailleurs, il faut ajouter que la crise profonde que traverse le Parti socialiste ne se résume pas à PRS et Mélançon, qu'il y a en son sein des militants qui refusent le ralliement au social-libéralisme avec à la clé d'autres ruptures possibles car l'équipe de Martine Aubry ne fera pas illusion très longtemps. D'ailleurs, le nombre de militantes et de militants du PS qui rejoignent aujourd'hui le NPA n'est pas négligeable.

La crise du Parti communiste s'approfondit sans cesse à travers la cristallisation de courants oppositionnels et notamment le départ d'une partie des rénovateurs sans que, par ailleurs, l'orientation des communistes critiques n'apparaisse clairement. Car il y avait peu de chose en commun, si ce n'est la volonté de rénover le PCF (ce qui ne constitue pas une orientation),

¹ Voir à ce sujet la lettre ouverte de Raoul-Marc Jennar à Jean-Luc Mélançon sur le site du NPA.

entre Robert Hue, Marie-Pierre Vieu et Jean-Claude Gayssot d'un côté ou Roger Martelli et Pierre Zarka de l'autre. Et il y aura des contradictions à venir entre les élus et celles et ceux qui privilégient le mouvement social et les mobilisations. Il ne s'agit donc pas d'un cataclysme mais là encore nous devons éviter l'ignorance, engager le débat sur l'alternative politique à construire dans la décennie à venir.

Reste la mouvance des comités unitaires, issus de la campagne de José Bové, des Alternatifs, dans laquelle on peut aussi inclure une partie des Alterekolos. Globalement, il n'y a pas d'incompatibilité fondamentale entre l'orientation dominante au sein de cette mouvance et celle du NPA, même s'il y a des divergences, mais dont certaines traversent aussi le NPA. Mais il existe des convergences au niveau des mots d'ordre, convergences sur l'importance des mobilisations sociales, convergences sur l'autoorganisation, convergences aussi sur le socialisme du XXI^e siècle qui sera démocratique, autogestionnaire, féministe et écologiste. Cela s'est d'ailleurs concrétisé par de nombreux accords électoraux lors des dernières municipales.

Le tableau ne serait pas complet sans mentionner l'appel de Politis. Si nous avons eu raison de ne pas le signer en raison de la faiblesse de son contenu politique, sans parler de la volonté de certains d'en faire une arme contre le NPA, il n'en reste pas moins qu'autour de cet appel gravitent des individus et des courants qui cherchent, même si parfois c'est de manière pour le moins confuse, les voies d'une nouvelle force politique susceptible de modifier les rapports de force en faveur des salariés.

La géographie à la gauche de la gauche plurielle est en train de se modifier, elle est mouvante. Il ne s'agit aucunement de surestimer les phénomènes de recomposition en cours mais on ne peut faire comme si le NPA était seul sur le terrain politique qui se situe à la gauche de la gauche plurielle. Par ailleurs, on ne peut pronostiquer à l'avance qu'au mieux ces processus se cantonneront à un antilibéralisme fade et inconséquent, au pire qu'ils seront inévitablement fagocités par la social-démocratie. Il n'y a pas de fatalité en politique et rien n'est joué à l'avance pour peu que la lutte des classes passe par là. Pour peu aussi qu'une réelle orientation unitaire de la part du NPA dans les mobilisations bien sûr, mais aussi sur le plan de la construction d'une alternative politique anticapitaliste. Même plus, si au-delà des européennes (sur lesquelles nous reviendrons) certains courants politiques se stabilisent à la gauche du Parti socialiste, du PCF et des Verts, et pour peu que nous puissions avoir avec eux une intervention commune dans les mobilisations sociales, le NPA devrait aller au-delà de propositions d'unité d'action et de débats. Il faudra proposer, dans un premier temps, non pas un parti politique commun, mais la constitution d'un front politique commun susceptible d'intervenir dans les luttes et lors des échéances électorales, notamment lors des régionales de 2010 qui seront un test autrement plus probant que les européennes en ce qui concerne la question des alliances avec le Parti socialiste.

Et les élections européennes...

De notre appréhension et de l'appréciation des recompositions en cours dépend évidemment l'orientation que nous voulons mettre en œuvre lors des élections européennes. Nous avons une difficulté de devoir attendre le congrès du NPA pour décider d'une orientation alors que le Parti de gauche, les rénovateurs, la mouvance alternative et celle de l'appel de Politis, mènent une véritable offensive politique à notre égard, ce qui donne l'impression que nous sommes sur la défensive. Comment aborder cette question ?

Il faut éviter certains écueils. Par exemple partir du fait qu'il s'agirait simplement aux élections européennes de reformer le front qui s'était constitué au moment de la campagne du « non de gauche » au traité constitutionnel. Ce n'est pas possible pour au moins deux raisons :

+ le contenu d'une campagne pour les européennes ne peut se faire sur la seule base de la campagne du Non de gauche, ni même sur la seule base de la charte des collectifs du 29 mai, ne serait-ce que parce que la crise actuelle nécessite des réponses d'une toute autre ampleur pour faire face à la politique de l'Union européenne et des différents États européens et qu'une campagne électorale se fait sur un programme politique ;

+ ensuite, l'élection présidentielle est passée par là, le PCF a tenté un rapt sur les collectifs pour une candidature unitaire, avec son cortège de dégâts, il s'est allié une nouvelle fois avec le PS lors des législatives et des municipales et qu'il le refera lors des prochaines élections régionales. Par ailleurs, l'expérience des listes communes avec Lutte ouvrière en 2004 montre qu'un accord électoral n'entraîne pas l'addition des voix de ses différentes composantes s'il n'y a pas de dynamique et de campagne commune. Or, comment penser aujourd'hui que cela est possible au regard de l'orientation du PCF et du déroulement de son dernier congrès, sans parler du fait qu'il ne veut pas de listes unitaires avec le NPA et que sa principale préoccupation est de conserver ses deux élus ? Si la possibilité d'une alliance avec le PCF est une chimère, cela ne nous dispense pas d'avoir une orientation unitaire claire à l'occasion de ces européennes. Nous devons dire que nous sommes favorables à la constitution de listes unitaires aux européennes sur la base d'un programme de rupture avec la construction de l'Europe capitaliste, tant sur le plan économique, social et institutionnel. Ce programme est en totale contradiction avec la politique menée par les partis sociaux-démocrates dans le cadre de l'Union européenne comme à l'échelle nationale qu'ils soient ou non au gouvernement. Le fait que la question d'une alliance gouvernementale avec la social-démocratie ne se pose pas au niveau du parlement européen ne nous dispense pas d'indiquer clairement que notre projet pour une Europe sociale, démocratique, aux services des peuples est terme à terme contradictoire avec l'orientation de la social-démocratie européenne en général, et du Parti socialiste en particulier. Ceux qui défendent un projet de rupture avec le social-libéralisme à l'échelle européenne mais s'allient à la social-démocratie au niveau national sont inconséquents et une telle orientation discrédite la possibilité de construire une alternative anticapitaliste à l'échelle européenne. Mais une fois cela dit, une bataille pour des candidatures unitaires ne doit pas relever de la simple manœuvre. Nous devons avoir l'ambition d'aboutir et cela est envisageable avec les comités unitaires, les Alternatifs, une partie des communistes unitaires, voire avec le Parti de gauche sous réserve de clarifications politiques nécessaires et s'il se dégage de son accord avec le PCF.

Il ne s'agit pas d'accorder aux élections européennes plus de poids qu'elles n'en ont, ni de mythifier le rôle, l'impact et les résultats que pourraient avoir de telles listes unitaires dans la modification des rapports de force en Europe et en France. L'élément décisif aujourd'hui, c'est la capacité des organisations qui se réclament de l'anticapitalisme d'être partie prenante, d'initier des mobilisations contre les politiques d'austérité.

Il n'en reste pas moins que si de telles listes unitaires voyaient le jour sur la base d'un programme de mesures d'urgence anticapitalistes, et même si cette unité n'est que partielle, elles constitueraient un élément dynamique non seulement pour la campagne des européennes elle-même, mais aussi dans le processus de construction d'une alternative politique clairement anticapitaliste. De plus, au-delà de l'enjeu des élections européennes, la démarche unitaire que le NPA adoptera sera aussi quelque part à l'image du parti qu'il veut construire, anticapitaliste mais aussi pluraliste.

L.A. et L-M.B.